

Après avoir reçu les représentants CFDT et CFE-CGC des salariés de l'entreprise d'Alcatel-Lucent d'Ormes, Jean-Pierre Sueur, est intervenu auprès de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre, Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif, de Fleur Pellerin, ministre déléguée aux petites et moyennes entreprises, à l'innovation et à l'économie numérique ainsi qu'auprès de Pierre-Etienne Bisch, préfet du Loiret.

Il a appelé leur attention sur les lourdes conséquences qu'aurait le plan qui vient d'être annoncé en termes d'emploi et d'activité – et sur le fait que, si ce plan était appliqué en l'état, cela se traduirait très probablement par la fermeture de l'établissement d'Ormes.

Il leur a demandé que toutes les initiatives appropriées soient prises et que tout soit fait pour que ce plan soit revu afin de préserver l'activité du groupe en France, et donc les emplois, et aussi la pérennité du site d'Ormes.